

**Assemblée générale**

Soixante-quatorzième session

Documents officiels

Distr. générale  
21 novembre 2019  
Français  
Original : anglais

---

**Deuxième Commission****Compte rendu analytique de la 8<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 11 octobre 2019, à 10 heures

*Président* : M. Niang ..... (Sénégal)  
*puis* : M<sup>me</sup> Fisher-Tsin (Vice-Présidente)..... (Israël)

**Sommaire**

Point 24 de l'ordre du jour : Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



*La séance est ouverte à 10 heures.*

**Point 24 de l'ordre du jour : Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition (A/74/79-E/2019/58 et A/74/237)**

1. **M. Trepelkov** (Division des objectifs de développement durable du Département des affaires économiques et sociales), présentant le rapport du Secrétaire général sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition (A/74/237), qui a été établi en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et qui tient compte des contributions de l'ensemble du système des Nations Unies, dit que l'élimination de la pauvreté et de la faim est au nombre des principales priorités du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans lequel les systèmes agricoles et alimentaires viables sont définis comme étant des moteurs essentiels du développement durable. Compte tenu du caractère interdépendant du Programme 2030, il est essentiel d'adopter une démarche durable en ce qui concerne les systèmes alimentaires pour éliminer la pauvreté, la faim et toutes les formes de malnutrition, promouvoir des modes de production et de consommation durables, relever les défis que pose l'urbanisation, absorber les jeunes dans la population active et réduire l'incidence des systèmes alimentaires sur la diversité biologique, les ressources naturelles et le climat. La promotion de l'élaboration de systèmes alimentaires qui soient inclusifs, axés sur la nutrition, durables, respectueux de l'écosystème et du climat et résilients est un défi qui exige une action dans l'ensemble du Programme 2030.

2. Pour la troisième année consécutive, la faim dans le monde a augmenté. En 2018, plus de 820 millions de personnes étaient sous-alimentées. L'Afrique demeure le continent ayant la plus forte prévalence de sous-alimentation, qui touche un cinquième de la population. On estime que plus de 2 milliards de personnes n'ont pas accès à une alimentation salubre, nutritive et suffisante. Inversement, des estimations suggèrent qu'un tiers de la population mondiale sera en surpoids ou obèse d'ici 2030.

3. La réalisation de l'objectif de développement durable n° 2, relatif à l'élimination de la faim, est un numéro d'équilibre complexe, dans la mesure où plusieurs objectifs sont en concurrence. Une perspective globale est nécessaire pour déterminer la manière dont les différentes cibles de cet objectif se complètent et pour repérer les possibilités de synergie et évaluer les compromis entre les divers objectifs. À cette fin, le rapport propose une définition des systèmes alimentaires qui va au-delà des chaînes de valeur pour englober les environnements alimentaires qui façonnent les actions de tous les acteurs. Une perspective des systèmes alimentaires est adoptée pour recenser les problèmes clefs dans la promotion d'une nutrition améliorée et de régimes alimentaires sains, l'adoption de systèmes

alimentaires plus inclusifs, l'amélioration de la viabilité et le renforcement de la résilience face aux changements climatiques.

4. Le rapport fournit des informations sur les initiatives de partenariat visant à améliorer les systèmes alimentaires. Les organismes des Nations Unies facilitent le dialogue public-privé afin de créer les conditions favorables à l'investissement. L'innovation et l'utilisation des nouvelles technologies dans l'alimentation, l'agriculture et la sylviculture pourraient être mises à profit pour atteindre les objectifs. Pour parvenir à un système alimentaire pleinement viable dans toutes ses dimensions, il faudra un engagement politique, des innovations technologiques et de nouveaux partenariats pour mobiliser toutes les parties prenantes en faveur du succès.

5. **M. Shawesh** (Observateur de l'État de Palestine), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, déclare que tout continue d'indiquer que la faim dans le monde augmente. Bien que le nombre de personnes exposées à une insécurité alimentaire de crise ou pire soit tombé de 124 millions en 2017 à 113 millions en 2018 dans les pays touchés par un conflit, par des facteurs environnementaux et par une volatilité excessive des prix alimentaires, cette diminution découle en grande partie de l'évolution des chocs climatiques.

6. Le rythme actuel et la portée des mesures prises pour exécuter le Programme 2030 sont sans doute insuffisants pour réaliser les changements en profondeur nécessaires pour atteindre l'objectif de développement durable n° 2 dans de nombreuses régions du monde. Il faut tirer parti des initiatives et des partenariats mondiaux, régionaux et nationaux afin d'optimiser la mobilisation et la coordination des ressources, de permettre une action collective et de mobiliser des moyens d'exécution. Les progrès accomplis dans la mobilisation des moyens d'action pour atteindre l'objectif 2, en particulier l'investissement dans l'agriculture durable et inclusive, demeurent insuffisants et il faut d'urgence s'occuper de cette question.

7. Dans bon nombre de pays en développement, l'agriculture demeure le secteur le plus important du point de vue de la part qu'elle représente dans le produit intérieur brut, les exportations et l'emploi. À cet égard, un système commercial réglementé et ouvert est nécessaire pour rendre l'environnement mondial plus favorable à la sécurité alimentaire et à l'agriculture durable. Le commerce agricole peut contribuer à la réalisation des objectifs de nombreuses façons. Le Groupe réaffirme son attachement à l'application intégrale de l'Accord de Paris et appelle à une action mondiale pour que des solutions axées sur l'environnement soient utilisées pour protéger les ressources en eau et améliorer la qualité des sols afin d'accroître les rendements productifs aux fins de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

8. Il faut investir davantage pour renforcer la productivité agricole. Puisqu'il faut accélérer le rythme d'exécution, tous les États Membres, en particulier les pays en développement, relèvent le défi posé par la sécurité alimentaire, la nutrition, la transformation rurale et l'agriculture durable et par les liens complexes de ces derniers avec les autres objectifs. Les États Membres doivent tirer parti de la dynamique créée par le forum politique de haut niveau pour le développement durable et les autres manifestations thématiques pertinentes organisées pendant la semaine de réunions de haut niveau de l'Assemblée générale.

9. **M. Ligoya** (Malawi), s'exprimant au nom du Groupe des pays les moins avancés, dit que sur les 53 pays faisant face à une insécurité alimentaire aiguë ou pire, 29 font partie des pays les moins avancés soit une population d'environ 80 millions de personnes au total. La crise est alimentée principalement par les conflits, les prix élevés des aliments et les régimes météorologiques anormaux, notamment la sécheresse prolongée et les inondations.

10. Les problèmes liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans les pays les moins avancés sont encore aggravés par la croissance démographique rapide. Les fluctuations des prix des produits de base, exacerbées par les phénomènes météorologiques extrêmes et la spéculation sur les marchés internationaux des produits de base, font qu'il est plus difficile pour les agriculteurs de prévoir la situation des marchés et d'en tirer parti. L'investissement public et l'aide publique au développement ont diminué. Malgré l'urbanisation rapide, 75 % de la population des pays les moins avancés vit encore dans les zones rurales ; l'extrême pauvreté est un phénomène qui touche ces zones de manière disproportionnée, ce qui exige de redoubler d'efforts en faveur de leur transformation économique inclusive.

11. L'agriculture joue un rôle crucial à la fois dans la promotion de la sécurité alimentaire et en ce qu'elle est la principale activité économique de la majeure partie de la population. Il importe de garantir l'accès à la terre, au financement et à d'autres ressources pour les petits exploitants agricoles, dont un grand nombre sont des femmes, et d'investir dans les marchés sur lesquels ils sont présents. Il faut élaborer des plans afin de produire suffisamment de nourriture pour répondre aux besoins de la population des pays les moins avancés, qui doit doubler d'ici 2050.

12. Les systèmes agricoles auront besoin d'être transformés pour devenir plus résistants aux changements climatiques, et la production devra être augmentée et les émissions réduites. Ces dernières années, les innovations et les nouvelles technologies ont modifié la manière dont les gens produisent, vendent et consomment les aliments et les autres produits agricoles, forestiers et halieutiques. Ces technologies émergentes aident à créer des systèmes alimentaires plus efficaces, plus productifs, plus transparents et plus viables, en s'avérant réellement

prometteuses pour la lutte contre de nombreux obstacles qui compromettent la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, ces technologies ne sont pas toujours accessibles aux petits exploitants agricoles des pays les moins avancés.

13. La mondialisation des marchés et la mise en œuvre d'accords commerciaux, en particulier de l'accès aux marchés en franchise de droits et hors contingent, devront également être exploitées pour que les exportateurs des pays les moins avancés en tirent profit. Le nombre de personnes sous-alimentées dans les pays les moins avancés augmentant, il est urgent, tel qu'il ressort du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020, de garantir l'accès à des aliments salubres et à une aide alimentaire d'urgence dans ces pays en mettant en place un système de stockage des produits alimentaires pour répondre aux situations d'urgence alimentaire en cas de crise humanitaire et pour réduire l'instabilité des prix.

14. **M<sup>me</sup> Lindo** (Belize), prenant la parole au nom de l'Alliance des petits États insulaires, déclare que la sécurité alimentaire et la nutrition demeurent des sujets de préoccupation pour les petits États insulaires et les États côtiers de faible altitude en développement. Des facteurs environnementaux et économiques pèsent sur la capacité de ces pays à atteindre les objectifs prioritaires énoncés dans les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et les objectifs de développement durable. Les changements climatiques rendent les petits États insulaires en développement plus vulnérables aux perturbations de l'offre de produits alimentaires et aux dommages causés par la plus grande fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes. L'Alliance se félicite des mesures d'adaptation, de renforcement de la résilience et de réduction des risques de catastrophe recensées dans le rapport (A/74/237), notamment de la transition vers l'adoption de pratiques de production et de consommation alimentaires plus durables et sans incidence sur le climat.

15. Les changements climatiques ont également une incidence importante sur la pêche, qui est une source majeure de protéines alimentaires et contribue grandement à l'économie d'un certain nombre de petits États insulaires en développement. Dans son *Rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans un climat en évolution*, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat indique que le réchauffement des océans a contribué à une diminution à l'échelle mondiale des prises potentielles maximales, aggravant les effets de la surexploitation des richesses halieutiques. En raison de leurs vastes territoires océaniques, les petits États insulaires en développement sont particulièrement vulnérables à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée mais disposent de moyens limités pour la combattre. L'évolution des technologies satellitaires

offre l'occasion de collaborer plus avant pour s'attaquer à ce problème mondial.

16. Aux facteurs environnementaux s'ajoutent les difficultés socioéconomiques, comme cela a été souligné durant les préparatifs de l'examen à mi-parcours de haut niveau des Orientations de Samoa. Les petits États insulaires en développement continuent d'avoir des taux d'obésité parmi les plus élevés au monde, en raison de la consommation d'aliments hautement transformés et importés, qui sont souvent moins coûteux que les solutions de remplacement produites localement en raison de l'instabilité de l'offre et de l'échelle de production. L'Alliance se félicite des efforts faits par la FAO pour exécuter le Programme d'action mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les petits États insulaires en développement et déclare de nouveau qu'il faut aider ceux-ci à renforcer leurs capacités institutionnelles et techniques afin de promouvoir une production alimentaire nationale durable et résiliente. Dans le même temps, il faut réorienter les pratiques de consommation en menant des campagnes de sensibilisation.

17. **M<sup>me</sup> El Hilali** (Maroc), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que l'élimination de la pauvreté et de la faim est l'une des grandes priorités du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. À seulement 10 ans de 2030, le monde n'est pas en bonne voie pour atteindre l'objectif de développement durable n° 2 et d'autres cibles liées à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Le Groupe note avec une profonde préoccupation que, pour la troisième année consécutive, la faim dans le monde a augmenté et que l'Afrique demeure la région ayant la plus forte prévalence de sous-alimentation, celle-ci touchant un cinquième de la population du continent. Cette situation alarmante exige que des mesures soient prises d'urgence aux niveaux national, régional et international.

18. En Afrique, la conjonction de facteurs de l'insécurité alimentaire, tels que les changements climatiques, la désertification, les inondations et la dégradation des terres, pourrait avoir des conséquences dévastatrices. Dans certaines zones du continent, l'insécurité alimentaire a encore été aggravée par le conflit et la violence, l'exode rural et l'incidence du ralentissement de l'activité économique sur l'investissement dans le secteur agricole. Néanmoins, il importe de souligner l'énorme potentiel de l'agriculture en Afrique. Le continent s'enorgueillit de posséder la majeure partie des terres fertiles non cultivées du monde, d'être doté d'abondantes ressources en eau et de se trouver à proximité des voies de transport et des marchés régionaux. Il a une population jeune qui peut s'impliquer dans l'agriculture durable.

19. L'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine stimulera l'échange de produits alimentaires à moindre coût entre les pays africains, augmentera le revenu des agriculteurs et

promouvra l'agrobusiness. À cet égard, le Groupe souligne le rôle que joue l'accroissement des investissements provenant de sources publiques, privées et mixtes dans le secteur agricole. Comme préconisé dans le document final de la deuxième Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

20. **M<sup>me</sup> Khyne** (Myanmar), prenant la parole au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), déclare que les pays doivent redoubler d'efforts pour concrétiser les engagements figurant dans la déclaration politique adoptée récemment par le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale afin d'améliorer la qualité de la vie de leur population, de protéger l'environnement et de réduire les inégalités.

21. L'agriculture est essentielle au développement économique, à l'élimination de la pauvreté et à la réalisation des objectifs de développement durable dans les États membres de l'ASEAN. Toutefois, la croissance du secteur agricole régional s'est ralentie et celui-ci se heurte à de nombreux problèmes, notamment aux effets des changements climatiques, à l'urbanisation et à l'industrialisation rapides, aux faiblesses du marché et à un écart de développement avec les autres régions du monde. Au nombre des initiatives régionales visant à remédier à ces difficultés, on compte le Plan de coopération stratégique de l'ASEAN dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la foresterie (2016-2025), à l'exécution duquel l'ASEAN œuvre en étroite collaboration avec un certain nombre d'organisations internationales.

22. Des progrès considérables ont été faits en ce qui concerne la facilitation du commerce, la sécurité alimentaire, la salubrité des aliments, la nutrition et l'équité de la répartition des denrées alimentaires. Le secteur privé joue un rôle pour ce qui est de tirer parti de la technologie et d'accéder aux marchés afin d'améliorer la productivité et la compétitivité du secteur agricole ainsi que de garantir la viabilité et l'inclusion. Le Cadre régional des partenariats public-privé de l'ASEAN pour le développement technologique dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la foresterie vise à augmenter les investissements conjoints dans l'élaboration de technologies durables. L'ASEAN a également adopté des principes directeurs relatifs à la promotion de l'investissement responsable dans l'alimentation, l'agriculture et la foresterie.

23. Bien que l'ASEAN soit considérée comme une région disposant d'excédents alimentaires, l'accroissement rapide de la population, l'accélération de l'urbanisation et les changements climatiques ont compromis la sécurité alimentaire. Afin de renforcer la coopération à cet égard, les pays membres de l'ASEAN ont adopté un cadre de sécurité alimentaire intégré et un plan d'action

stratégique concernant la sécurité alimentaire pour 2015-2020 qui permettront d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition à long terme et d'améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs de la région.

24. À leur quarantième réunion, les Ministres de l'agriculture et des forêts des pays membres de l'ASEAN ont approuvé un cadre multisectoriel sur les changements climatiques, qui vise à minimiser l'incidence de ceux-ci sur les secteurs agricole et forestier. Dans le cadre d'un partenariat plus large, l'ASEAN a créé la Réserve d'urgence de riz de l'ASEAN+3 et exécute actuellement la Stratégie de coopération dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la foresterie de l'ASEAN+3 pour 2016-2025. Des progrès visibles ont été faits dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la gestion durable des forêts, de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à ceux-ci, de la santé animale et végétale, du contrôle des maladies et du développement des ressources humaines.

25. **M. Ten-Pow** (Guyana), parlant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), déclare que la baisse de la production agricole, secteur économique majeur, dans certains États membres illustre la vulnérabilité des petites économies aux effets des changements climatiques et a fait augmenter la facture annuelle des importations alimentaires de la région. Étant donné qu'une grande partie du secteur est composée de petits producteurs ayant un accès limité au financement, au crédit et à l'assurance, il faut établir des partenariats plus étroits, tant Nord-Sud que Sud-Sud, pour proposer des mécanismes de financement plus novateurs et adaptés. Les organismes, fonds et programmes des Nations Unies devront aider à renforcer les capacités institutionnelles pour garantir la viabilité à long terme du secteur agricole dans les pays de la CARICOM.

26. Les inégalités de revenus dans la CARICOM sont parmi les plus importantes du monde, ce qui entraîne des inégalités de consommation. Il y a également une forte corrélation entre l'accès inéquitable aux aliments et l'incidence des maladies non contagieuses. La politique de la CARICOM dans le domaine de la sécurité alimentaire vise à garantir un accès facile à l'offre de produits alimentaires, l'accent étant mis sur les aliments produits dans la région, le recensement des groupes vulnérables, l'élimination des obstacles non tarifaires au commerce intrarégional, l'élaboration de stratégies afin d'améliorer les réseaux régionaux de transport et de distribution et la promotion de régimes alimentaires sains de manière à réduire l'incidence des maladies non contagieuses, l'obésité et la malnutrition. Parmi les autres mesures de politique générale figurent l'adoption d'une législation zoosanitaire et phytosanitaire, la mise en place d'une plateforme d'agrobusiness pour fournir des informations commerciales aux producteurs et la promotion des chaînes de valeur régionales pour les produits prioritaires.

27. Afin de susciter un plus grand intérêt des femmes et des jeunes pour le secteur agricole, un projet a été lancé à Sainte-Lucie visant à lier ce secteur au tourisme en commercialisant les produits agricoles dans les hôtels. Avec l'aide de la FAO, de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, de la Banque de développement des Caraïbes et du Centre technique de coopération agricole et rurale, le Belize exécute un certain nombre de projets visant à inciter plus de jeunes à s'engager dans l'agriculture et à encourager l'innovation et l'utilisation des nouvelles technologies dans ce secteur d'activité.

28. La pêche est un élément notable du secteur agricole régional et constitue une source importante d'emplois et de nutrition. À la suite d'une baisse des captures de certaines espèces de poissons, due à des facteurs tels que la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, certains États Membres ont pris des mesures de conservation, notamment en déclarant certaines zones aires marines protégées.

29. Les effets des changements climatiques sur le secteur agricole régional, dont la dévastation causée par les ouragans, doivent être pris en compte. Au Guyana, lors des grandes marées, l'eau de mer recouvre les terres agricoles proches du littoral, rendant celles-ci impropres à l'agriculture à court terme. Il faut poursuivre la coopération avec les partenaires de développement pour investir davantage dans des systèmes agricoles et alimentaires durables et pour restructurer les voies d'accès à l'alimentation et la consommation d'aliments, y compris en ce qui concerne les technologies de pointe pour des pratiques agricoles respectueuses du climat et la mise en place d'infrastructures pour renforcer la résilience.

30. **M. Chumakov** (Fédération de Russie) déclare que plus de 820 millions de personnes dans le monde sont sous-alimentées et que les progrès se sont ralentis dans la lutte contre l'extrême pauvreté, en particulier dans les zones rurales dépendant du secteur agricole. Puisqu'il est dorénavant possible qu'un certain nombre de cibles associées aux objectifs de développement durable ne soient pas atteintes d'ici à 2030, les propositions détaillées figurant dans le rapport (A/74/237) se justifient. Elles forment une base solide aux fins du renforcement de la sécurité alimentaire, de la création d'encore plus d'emplois et du développement socioéconomique des zones rurales.

31. L'approche décrite dans le rapport créera également un équilibre entre les besoins du secteur agricole et des mesures de protection de l'environnement tenant compte des changements climatiques. En effet, bon nombre des mesures proposées correspondent aux priorités de la Fédération de Russie, telles que les initiatives visant à améliorer la productivité des sols par une gestion durable de ceux-ci. En 2018, la Fédération de Russie a versé à ces fins 2 millions de dollars à un fonds d'affectation spéciale de la FAO.

32. L'utilisation croissante des technologies numériques dans le secteur agricole a été examinée à l'occasion de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe qui s'est tenue dans la ville russe de Voronej en mai 2018. L'importante question de l'analyse des risques dans le domaine de la salubrité des aliments sera également examinée à la conférence de la FAO qui se tiendra à Moscou les 17 et 18 décembre 2019 et à laquelle tous les pays intéressés sont invités.

33. La délégation russe se félicite des travaux menés dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) afin de promouvoir des régimes alimentaires sains et de prévenir les maladies non contagieuses, notamment de l'élaboration de principes directeurs sur les systèmes alimentaires et la nutrition par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, afin d'élaborer des principes directeurs de qualité, le Comité devrait limiter ses travaux aux questions spécifiques dont il est directement saisi. La délégation russe se félicite également de l'adoption de la résolution 72/39 de l'Assemblée générale sur la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028).

34. **M. Koba** (Indonésie) dit que la communauté internationale se heurte à d'immenses difficultés pour atteindre l'objectif de développement durable n° 2 du fait de la situation actuelle : augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde, insécurité alimentaire, retards de croissance et insuffisance pondérale à la naissance. En outre, les changements climatiques perturbent les schémas agricoles et pèsent fortement sur les petits producteurs en particulier.

35. Il faut agir dans un certain nombre de domaines. Premièrement, il faut s'efforcer de revitaliser le secteur agricole et de promouvoir le développement rural en adoptant des mesures visant à encourager une agriculture plus durable, à accroître la sécurité alimentaire quantitative et à régler les problèmes de logistique et d'infrastructure dans les zones rurales et urbaines afin d'améliorer la distribution des denrées alimentaires.

36. Deuxièmement, les systèmes de production alimentaire durables doivent être étayés par des activités de recherche consistant à améliorer la production d'aliments nutritifs et à mettre au point de nouvelles variétés de cultures riches en micronutriments. Il faut aider les petits producteurs et les exploitations agricoles familiales ainsi que les pêcheurs à renforcer leurs capacités et à avoir davantage accès à la technologie, à l'information, aux marchés et au financement. Il convient de promouvoir les partenariats entre les petits producteurs et les grandes entreprises agricoles.

37. Troisièmement, il faut améliorer la nutrition, en particulier celle des enfants. Grâce à une action systématique en Indonésie, la prévalence des retards de croissance est passée de 37,2 % en 2013 à 30,8 % en 2018. C'est au niveau des ménages qu'il faut régler les

questions relatives au bien-être et à la sécurité alimentaire pour mettre fin à la malnutrition. Il faut renforcer la coopération pour diffuser des informations sur la nutrition, améliorer la nutrition des mères pendant la grossesse, assurer un apport nutritionnel suffisant aux enfants et créer un environnement propre, notamment en ce qui concerne l'eau et l'assainissement, dans lequel les enfants pourront grandir.

38. **M. Ghorbanpour Najafabadi** (République islamique d'Iran) indique que son gouvernement a réformé les politiques existantes afin d'améliorer la viabilité globale des systèmes alimentaires et de garantir la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier dans les zones touchées par la sécheresse et les pénuries d'eau. Toutefois, le succès de ces politiques a été entravé par les mesures coercitives unilatérales illégales, dont les sanctions économiques, imposées à la République islamique d'Iran.

39. Outre les conflits et les changements climatiques, dont le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a pris note dans ses principales décisions et recommandations en matière de politique ([A/74/79-E/2019/58](#)), les mesures coercitives unilatérales, dont les sanctions économiques, sont au nombre des menaces les plus sérieuses qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition des civils dans les pays en développement. Ces mesures illégales peuvent avoir un effet aussi négatif sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable que les situations de conflit en raison de l'interconnexion des systèmes financier et commercial internationaux. Les sanctions unilatérales, qui ne tiennent pas compte du fait que le droit à une alimentation adéquate est un droit de la personne, vont à l'encontre de partenariats, d'une coopération et d'un renforcement des capacités bien menés qui sont des moyens notables de relever les défis liés à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'agriculture durable.

40. Dans les rapports examinés au titre de ce point de l'ordre du jour, les parties prenantes ont été invitées à prendre des mesures pour inverser la tendance à l'augmentation du nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans le monde. À cet égard, les pays qui ont recours à des mesures coercitives unilatérales comme instrument de politique étrangère devraient être priés de s'abstenir de le faire afin de mettre fin à l'insécurité alimentaire et à la non-viabilité dans d'autres pays. La délégation iranienne prie le Secrétaire général d'examiner, dans ses futurs rapports, les effets sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable de l'application de mesures coercitives unilatérales et de l'utilisation abusive des systèmes monétaire et fiscal internationaux par certaines grandes puissances économiques, afin que personne ne soit laissé pour compte et qu'aucun pays ne soit oublié dans l'exécution des politiques alimentaires.

41. **M. Amin** (Afghanistan) déclare que les ralentissements de l'activité économique et les

changements climatiques ont un certain nombre d'incidences directes et indirectes sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture et qu'ils sont liés à la progression de la pauvreté et des inégalités. Il est nécessaire de mieux comprendre les facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et les liens entre ces deux phénomènes pour accentuer les efforts faits pour éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer le niveau général de nutrition.

42. Les niveaux de pauvreté et d'insécurité alimentaire en Afghanistan sont élevés et augmentent rapidement. Selon une enquête sur les conditions de vie en 2016 et en 2017, l'insécurité alimentaire touche environ 45 % de la population. Si les conflits sont un facteur important de la détérioration de la situation, on considère de plus en plus que les changements climatiques ont aussi un effet considérable en raison de risques naturels plus graves et plus fréquents, tels que la sécheresse qui a touché l'Afghanistan ces dernières années. Le niveau de la nappe phréatique du pays a considérablement baissé car les agriculteurs ont été contraints de se servir de l'eau souterraine pour irriguer les cultures. La diminution de la fourniture d'eau a réduit la production globale, mettant en évidence le lien entre la rareté des ressources en eau et les problèmes de sécurité alimentaire.

43. Malgré l'ampleur des divers défis, le Gouvernement reste déterminé à atteindre les objectifs de développement durable et a donc lancé un programme national pour la sécurité alimentaire et la nutrition et créé le Comité directeur de haut niveau pour la sécurité alimentaire et la nutrition, qui comprend des représentants de tous les ministères d'exécution, du Bureau central de statistique, d'organisations non gouvernementales, d'organismes des Nations Unies et du secteur privé. Il est nécessaire d'adopter une approche globale axée sur les répercussions humanitaires, les questions intéressant le développement et l'importance de la paix en tant que facteur de renforcement de la résilience pour faire face efficacement aux défis posés par l'insécurité alimentaire et les changements climatiques. Cette approche garantira que l'action humanitaire et les efforts faits dans les domaines du développement et de la paix se renforcent mutuellement, aidant ainsi l'Afghanistan non seulement à éradiquer la faim et à renforcer sa résilience face aux changements climatiques, mais aussi à réaliser ses aspirations plus larges de développement et de paix durables et de baisse des migrations. Il faut agir d'urgence et redoubler d'efforts pour éliminer la pauvreté, améliorer la nutrition et renforcer les systèmes agricoles et alimentaires durables afin de respecter l'échéance de 2030.

44. *M<sup>me</sup> Fisher-Tsin (Israël), Vice-Présidente, assume la présidence.*

45. **M. Sukhee** (Mongolie) dit que l'élimination de la faim, la réalisation de la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition et la promotion d'une agriculture durable sont au cœur des objectifs de

développement durable. Comme pour bien d'autres pays en développement, l'agriculture et la sécurité alimentaire sont primordiales pour la réalisation des priorités de développement de son pays. Le secteur agricole mongol compte pour environ 10 % du PIB et emploie 26 % de la population active. L'élevage pastoral traditionnel représente plus de 80 % de la production totale du secteur agricole. Selon le rapport de 2019 sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, le taux de sous-alimentation dans la population mongole est passé de 31 % pour la période 2004-2006 à 13 % pour la période 2016-2018. Son pays a pris des mesures proactives pour améliorer la productivité agricole, produire des produits alimentaires écologiquement propres et sains, connecter les exploitations agricoles aux marchés et améliorer les systèmes de distribution alimentaire. Les politiques agricoles et celles de l'industrie alimentaire sont incluses dans le programme de développement durable de la Mongolie à l'horizon 2030 et dans le plan d'action du Gouvernement, qui sont conformes à l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur du développement de systèmes alimentaires qui soient inclusifs, axés sur la nutrition, durables, respectueux de l'environnement et du climat et résilients.

46. Les changements climatiques constituent le défi le plus redoutable : aucun pays ne peut le relever seul. Il faut donc renforcer sans tarder l'action multilatérale visant à alléger la pression sans précédent et constante qui s'exerce sur les écosystèmes, lesquels sont essentiels au développement durable. Le grand pâturage libre et le pastoralisme durables jouent un rôle essentiel pour relever les défis environnementaux, conserver la biodiversité et les services écosystémiques et contribuer à la sécurité alimentaire et au développement socioéconomique, en particulier des éleveurs et des communautés locales. Le paysage mongol est composé principalement de zones arides et de pâturages mais plus de 50 % de ces derniers sont dégradés, et parmi ceux-ci 13 % ont dépassé le seuil de restauration. À cet égard, la délégation mongole attache la plus haute importance à la gestion durable des pâturages et appuie l'appel en faveur de la proclamation d'une année internationale des pâturages et du pastoralisme, dont il est question dans la résolution intitulée « Innovations concernant le pastoralisme et les pâturages durables », adoptée par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement à sa quatrième session, et demande instamment aux États Membres d'accorder une plus grande attention à la question importante des pâturages dans l'action qu'ils mènent pour préserver les écosystèmes.

47. **M. Castañeda Solares** (Guatemala) indique que, si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable, il faut adopter une démarche d'ensemble en matière de sécurité alimentaire. Le développement économique joue un rôle dans le règlement des questions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, mais il n'est pas le seul facteur. Pour garantir la réalisation du droit à l'alimentation, il faut aussi agir dans des domaines

tels que les soins de santé, l'eau, l'assainissement et la protection sociale. La dénutrition est liée à la vulnérabilité du système agricole aux effets des changements climatiques. La plus forte variabilité des précipitations et des températures a un impact sur les moyens de subsistance des agriculteurs, qui se retrouvent souvent dans un cycle de pauvreté parce que les structures du marché pénalisent les petits exploitants agricoles.

48. Au Guatemala, le double fardeau de la malnutrition est évident puisque, dans le même foyer, on trouve des cas de retard de croissance chez les enfants et d'obésité chez les adultes. En réponse, le Gouvernement a lancé des initiatives générales visant à aider les femmes enceintes et les mères qui allaitent, à distribuer des repas à l'école et à encourager l'agriculture familiale. L'une des priorités énoncées dans le plan national de développement est de garantir la sécurité alimentaire, en particulier celle des groupes vulnérables, dont les enfants, les peuples autochtones et les habitants des zones rurales.

49. La délégation guatémaltèque est consciente de la valeur des partenariats en faveur du développement impliquant le secteur privé, les autorités locales, la société civile et les universités car ils peuvent aider à la mise en place de systèmes alimentaires inclusifs et au renforcement des capacités des petits producteurs, en permettant à ceux-ci d'accéder plus facilement aux marchés, en les rendant plus compétitifs et en leur donnant un meilleur accès à la technologie. Il faudrait également s'efforcer de réduire les pertes alimentaires et de promouvoir la résilience aux changements climatiques.

50. La délégation guatémaltèque félicite la FAO, le Programme alimentaire mondial, le Fonds international de développement agricole, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation mondiale de la Santé des projets qu'ils ont menés à bien et qui ont eu un impact direct sur la population. Le principe consistant à ne laisser personne de côté est encore plus important en ce qui concerne la sécurité alimentaire car les groupes les plus vulnérables peuvent être affectés pendant des décennies.

51. **M. Makwe** (Nigéria) déclare que, bien que le taux de sous-alimentation n'ait pratiquement pas changé au niveau mondial, il a augmenté dans presque toutes les régions d'Afrique. En Afrique subsaharienne, environ 25 % des enfants sont sous-alimentés. Il est évident qu'il sera nécessaire de prendre des mesures audacieuses pour atteindre l'objectif de développement durable n° 2 et d'autres cibles liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

52. Comme le Nigéria devrait devenir le troisième pays le plus peuplé du monde d'ici 2050, le Gouvernement a mis l'accent sur le développement agricole, qui conditionne l'activité économique des zones rurales et

qui fournira des emplois à la population jeune en augmentation dans les industries liées à l'agriculture. Il a mis en place des stratégies consistant à intensifier les efforts afin d'éliminer la faim et la malnutrition, dont la Politique de promotion de l'agriculture (2016-2020), dans le cadre de laquelle il prend en compte des sujets tels que l'enseignement agricole, la recherche et l'innovation, le contrôle de la qualité, l'accès à des semis améliorés et la standardisation des pratiques agricoles. Il renforce aussi les chaînes de valeur tenant compte de la nutrition et diversifie la production et la consommation alimentaires des ménages. Le développement de l'élevage faisant partie intégrante de l'amélioration de l'accès à la nourriture, le Gouvernement a introduit un programme d'amélioration de l'élevage des bovins, qui est axé sur des mesures de lutte intégrées contre les maladies et les parasites. En outre, les barrages existants sont utilisés pour la production halieutique intensive et les initiatives de collaboration en matière de pisciculture. Les politiques agricoles favorisent déjà la sécurité alimentaire, remédient au problème de la faim extrême et enrayer la malnutrition, en particulier celle des enfants de moins de cinq ans et des femmes.

53. Les changements climatiques représentent une menace croissante pour la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier dans les pays qui dépendent fortement de l'agriculture. La variabilité du climat et les phénomènes climatiques extrêmes sont les principaux facteurs de l'augmentation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Le bassin du lac Tchad a souffert des effets des changements climatiques et, à cet égard, le Nigéria collabore avec les autres pays de la région et la communauté internationale à l'élaboration de mesures d'adaptation. Pour lutter contre la faim extrême, le Gouvernement achète et distribue également aux agriculteurs des semis à haut rendement et résistants à la sécheresse.

54. **M<sup>me</sup> Ortez** (Honduras) souligne que le secteur agricole est une importante source de revenus et d'emplois, en particulier pour les ménages ruraux pauvres. L'agriculture est le secteur le plus important de l'économie hondurienne, représentant 72 % des exportations, 14 % du PIB et 36 % des emplois. Ses liens avec d'autres secteurs en ont fait l'un des principaux moteurs de l'économie hondurienne.

55. Les petits producteurs pauvres se heurtent à des contraintes structurelles qui limitent leur productivité. Il est donc nécessaire de promouvoir l'inclusion économique de ces producteurs et des personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Ces politiques d'inclusion devront également viser à améliorer la compétitivité des acteurs de la production primaire, à augmenter les possibilités d'ajouter de la valeur, à faciliter l'accès aux marchés, à réduire la volatilité excessive des prix et à garantir aux consommateurs l'accès à des aliments sains à un prix abordable.



56. Les technologies numériques permettent de créer des chaînes de valeur agricoles plus intelligentes en recueillant des données sur la production, le transport et l'entreposage des produits agricoles. Toutefois, ces technologies coûteuses ne sont pas accessibles aux petits producteurs des pays les moins avancés. Il faudra donc adopter des mesures de transfert de technologie pour que les agriculteurs des pays en développement aient accès au savoir-faire, à la technologie et à l'innovation dont ils ont besoin.

57. Les systèmes agricoles et alimentaires sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques. Le Honduras promeut des systèmes de production agricole adaptés aux changements climatiques, met en œuvre des technologies, crée des centres de recherche et d'innovation agricoles et commence à utiliser des structures de protection telles que des serres, des systèmes d'arrosage intelligents et des réservoirs.

58. La délégation hondurienne est consciente du rôle que jouent la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, en complément de la coopération Nord-Sud, et l'aide publique au développement dans le renforcement des capacités nationales, l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition et la promotion de l'échange de bonnes pratiques dans les domaines de l'adaptation aux changements climatiques, de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

59. **M<sup>me</sup> Panabokke** (Sri Lanka) dit que, malgré les efforts concertés des États Membres, les niveaux de faim dans le monde ont continué d'augmenter, bien qu'un tiers de la population mondiale sera obèse ou en surpoids d'ici 2030. L'action menée à l'échelle mondiale pour parvenir à une agriculture durable et à la sécurité alimentaire a été entravée par des facteurs tels que les changements climatiques, les conflits, l'évolution des modes de consommation et l'urbanisation. Pour faire face aux problèmes complexes de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, il faut adopter une démarche multidimensionnelle, proactive et collective.

60. Sri Lanka est déterminée à renforcer la production durable au moyen de son programme national de production alimentaire et du Projet de modernisation du secteur agricole. Compte tenu du rôle important que les petits exploitants agricoles jouent dans la promotion de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable, la délégation sri-lankaise se félicite de l'adoption de la résolution [72/239](#) de l'Assemblée générale sur la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028). Pour lutter contre la vulnérabilité des petits producteurs aux changements climatiques, le Gouvernement a mis en place un programme d'assurance des récoltes. L'exploitation durable des pêches et l'aquaculture jouent également un rôle important dans la promotion de la sécurité alimentaire, tout en fournissant des aliments nutritifs et des moyens de subsistance. Cependant, les stocks mondiaux de poissons sont exploités à des niveaux non durables, ce qui pose un

risque pour les écosystèmes, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations côtières. Afin de mettre fin aux pratiques de pêche non durables, le Gouvernement a lancé le Plan d'action national visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

61. Il faut que la nutrition soit adéquate pour éliminer la faim et avoir une population en bonne santé. À cet égard, Sri Lanka se félicite de la proclamation de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) et s'est associée au Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour améliorer la nutrition des enfants et des mères.

62. Il faut renforcer la résilience des systèmes alimentaires et de la production agricole afin de s'adapter à la menace que représentent les changements climatiques. Depuis 2013, en collaboration avec le Ministère de l'environnement et le Fonds vert pour le climat, le Programme des Nations Unies pour le développement exécute un projet pour améliorer les systèmes d'irrigation dans la zone sèche de Sri Lanka. Dans le cadre d'un partenariat distinct avec le Gouvernement et les parties prenantes locales, la FAO a également pris des mesures pour améliorer l'irrigation des cultures de quelque 150 000 agriculteurs sri-lankais.

63. **M. Bin Momen** (Bangladesh) estime qu'il faut que les systèmes agricoles et alimentaires soient viables pour atteindre l'objectif de développement durable n° 2. La délégation bangladaise se félicite de la définition des systèmes alimentaires donnée par le Secrétaire général dans son rapport ([A/74/237](#)), qui va au-delà des chaînes de valeur pour englober les environnements alimentaires qui façonnent les actions de tous les acteurs, et convient qu'il faut redoubler d'efforts pour créer des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs, respectueux de l'environnement et du climat, axés sur la nutrition, durables et résistants afin d'inverser la tendance mondiale à la faim.

64. Le Bangladesh a obtenu des succès remarquables grâce à des politiques audacieuses visant à transformer le secteur agricole, à promouvoir le développement rural, à autonomiser les personnes marginalisées et à protéger les petits exploitants agricoles et les petits producteurs. De ce fait, le Bangladesh est actuellement le troisième producteur de légumes, le quatrième producteur de riz et le cinquième en ce qui concerne la pêche continentale. De pays importateur net de produits alimentaires, le Bangladesh est devenu un exportateur net. Les efforts actuels sont axés sur la production et la vulgarisation de produits agricoles respectueux de l'environnement et sur l'amélioration de la sécurité alimentaire.

65. Le Bangladesh est un grand producteur de fibres naturelles provenant d'un large éventail de plantes et d'animaux. En 2018, il a produit 32 millions de tonnes de fibres naturelles telles que le jute, le coton et le sisal. Contrairement aux fibres artificielles, qui contribuent à la

dégradation de l'environnement, les fibres naturelles sont respectueuses de l'environnement et du climat et peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre les changements climatiques. Par exemple, les sacs de jute biodégradables peuvent remplacer efficacement les sacs en polyéthylène, que de nombreux pays sont en train d'interdire. En utilisant une technologie améliorée, les fibres naturelles peuvent être utilisées pour fabriquer d'autres produits importants pour l'économie. Malheureusement, au cours du dernier demi-siècle, les fibres naturelles ont été remplacées par des fibres synthétiques moins coûteuses, mais l'utilisation généralisée de produits en plastique a détérioré l'environnement et nuï à des millions de personnes qui dépendaient de la production et de la transformation de fibres naturelles pour leur subsistance. Sur cette toile de fond, le Bangladesh a présenté, pour examen par la Commission, un projet de résolution intitulé « Utilisation des fibres naturelles telles que le jute et le sisal ». Il est essentiel de coopérer avec les partenaires de développement pour développer le commerce, l'investissement et le transfert de technologie dans le secteur agricole aux fins du développement agricole, de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans des pays tels que le Bangladesh.

66. **M<sup>me</sup> Tesfamariam** (Érythrée) déclare que le secteur de l'agriculture est essentiel pour assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable dans les pays en développement. L'objectif de son gouvernement est d'obtenir une croissance économique rapide, équilibrée, endogène et durable, assortie d'équité sociale, de prospérité et de justice et fondée sur le principe de l'autosuffisance. En Érythrée, près de 67 % de la population vit dans des régions rurales, ce qui fait de l'agriculture l'un des secteurs les plus importants de l'économie. Les populations rurales tirent leurs moyens de subsistance de cultures pluviales, de l'élevage de bétail et de la pêche, et utilisent principalement des systèmes de production traditionnels. La stratégie nationale de sécurité alimentaire, adoptée il y a plus de dix ans, vise à garantir à tous les Érythréens une alimentation suffisante, abordable et nutritive, toute l'année et partout dans le pays.

67. En tant que pays du Sahel, l'Érythrée a été touchée par des sécheresses cycliques, la dégradation des terres et la désertification et est aussi menacée par les effets des changements climatiques et la variabilité du climat. Le Gouvernement cherche à moderniser les méthodes de culture qui dépendent de pluies insuffisantes et irrégulières, et a, à cette fin, adopté des politiques d'agriculture intelligente face au climat. Les populations locales, les étudiants et l'armée ont été mobilisés pour réaliser des activités de conservation des sols, de récupération de l'eau et de boisement. Ces mesures de transition d'une agriculture de subsistance à des cultures irriguées passent aussi par la construction de barrages et l'utilisation des apports agricoles nécessaires. En

conséquence, la production agricole a progressé régulièrement et couvre désormais près de 75 % des besoins alimentaires du pays.

68. En 2013, le Gouvernement a mis en place le Minimum Integrated Household Agricultural Package (module agricole minimum intégré à l'intention des ménages) pour aider les petits exploitants à produire des aliments de base tels que des céréales, du lait, de la viande, du miel, des œufs et du bois de feu. Le module a été présenté comme un modèle d'agriculture intelligente face au climat lors du troisième Forum régional de la Corne de l'Afrique de l'Initiative africaine pour la lutte contre la désertification pour renforcer la résilience aux changements climatiques dans le Sahel et la Corne de l'Afrique, tenu au Kenya en mai 2019.

69. Consciente que la transformation de l'agriculture est essentielle à la réalisation de nombreux objectifs de développement durable, l'Érythrée a lancé une stratégie visant à soutenir les exploitations agricoles commerciales de petite et de moyenne tailles, qui visait à ce que, d'ici 2023, les agriculteurs participent à des chaînes de valeur agricoles très productives et rentables liées aux marchés nationaux et internationaux. Pour que cette stratégie porte ses fruits, davantage d'efforts doivent être fournis afin de créer un environnement propice et d'apporter l'appui technologique nécessaire.

70. **M. Getisu** (Éthiopie) déclare que promouvoir le développement de l'agriculture durable est indispensable pour assurer la sécurité alimentaire et éliminer la faim. Les changements climatiques et la détérioration des écosystèmes ont des répercussions négatives sur la production alimentaire, en particulier dans les pays les moins avancés, et la volatilité des prix porte atteinte à la sécurité alimentaire, ce qui rend nécessaires des actions coordonnées dans différents secteurs.

71. L'agriculture demeure un secteur clef pour l'Éthiopie dans la mesure où elle représente plus de 70 % des emplois, près de 40 % du produit intérieur brut et 85 % des recettes d'exportation. Le Gouvernement met l'accent sur la sécurité alimentaire et l'élimination de la faim : il a affecté à cette fin une part importante de son budget à la modernisation du secteur agricole et s'engage en faveur de l'exécution de programmes de développement rural par le renforcement des pratiques réussies et l'introduction de nouveaux outils politiques.

72. Afin d'atteindre l'objectif de développement durable n° 2, le Gouvernement applique une stratégie exhaustive de développement axée sur la production et la productivité agricoles ; cette stratégie s'appuie sur des services de vulgarisation agricole et sur une participation plus importante des populations, de façon à mettre les petits exploitants agricoles au centre. Elle a entraîné une croissance exponentielle dans le secteur agricole. Par ailleurs, le Gouvernement poursuit ses engagements régionaux et mondiaux contre la malnutrition au moyen de sa stratégie nationale pour la nutrition. En application

de la Déclaration de Seqota, il a pris des mesures fermes visant à réunir les ministères chargés des problèmes liés à la nutrition, tels que les retards de croissance chez les enfants. Dans le cadre des efforts déployés au niveau national pour lutter contre l'insécurité alimentaire, des programmes ont été mis en œuvre en collaboration étroite avec des partenaires de développement. Afin d'atténuer les effets néfastes des changements climatiques, le Gouvernement a lancé un programme de boisement visant à promouvoir un secteur de foresterie durable et productif. Le Programme de protection sociale fondé sur des activités productives a réussi à assurer la sécurité alimentaire pour les populations les plus vulnérables, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines, à renforcer la résilience et à améliorer la préparation aux fins de la prévention et de la gestion des catastrophes.

73. Afin que personne ne soit laissé de côté, des mesures coordonnées doivent être prises d'urgence à tous les niveaux pour éliminer la faim, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. À cet égard, comme le montrent le Programme 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, la réalisation de l'objectif 2 nécessite d'investir davantage dans le secteur agricole et d'apporter un appui international complet en matière de technologies et de renforcement des capacités.

74. **M<sup>me</sup> Oropeza Acosta** (État plurinational de Bolivie) déclare que les États devraient garantir le droit à l'alimentation de leur population au moyen de la souveraineté alimentaire en encourageant : a) le rôle des agriculteurs, des populations autochtones et des petits producteurs dans la production alimentaire ; b) l'accès aux terres, à l'eau, aux semences, au crédit et à d'autres éléments essentiels pour les familles et les producteurs locaux ; c) le développement d'entreprises sociales et publiques aux fins de la production, de la distribution et de la commercialisation d'aliments de façon à éviter l'accumulation de stocks et à contribuer à stabiliser les prix alimentaires sur les marchés national et international, tout en contrôlant les pratiques spéculatives et le déplacement de la production locale ; d) le droit des citoyens de choisir leurs aliments, ainsi que les modes et lieux de production de ceux-ci ; e) une nourriture adaptée, en donnant la priorité aux produits locaux ; f) des pratiques contribuant à rétablir l'harmonie avec la nature tout en prévenant la poursuite de la désertification et de la déforestation ainsi que la destruction de la biodiversité ; g) la promotion de l'utilisation de semences autochtones et de savoirs traditionnels. La production et la commercialisation des aliments devraient être réglementées par la société au lieu d'être laissées aux forces du marché libre.

75. L'État plurinational de Bolivie a encouragé l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales, qui constitue

une façon idéale de marquer le début de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028). Les personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de définir et d'établir des priorités et des stratégies concernant l'exercice de leur droit au développement. Ces personnes sont des survivantes, en particulier pour ce qui concerne les changements climatiques. Dans de nombreux pays, ceux qui dépendent du travail familial ou qui sont employés dans le secteur informel sont victimes de discrimination et ne perçoivent pas un salaire décent ou des prestations de sécurité sociale.

76. Les petits exploitants agricoles sont en majorité des femmes ; ils jouent un rôle clef dans l'agriculture et le développement durable, mais rares sont ceux qui détiennent les titres de propriété de leurs terres, qui sont souvent de mauvaise qualité. Les efforts visant à réduire les disparités entre les femmes et les hommes dans l'octroi de titres de propriété dans l'État plurinational de Bolivie ont été couronnés de succès et le nombre de femmes détenant les titres de leurs terres a considérablement augmenté.

77. Les phénomènes météorologiques extrêmes posent d'importants défis à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la nutrition, notamment dans plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et nécessitent l'appui de la communauté internationale. L'avenir commun de l'humanité dépend de la durabilité de l'agriculture.

78. **M<sup>me</sup> Sutthisripok** (Thaïlande) dit que l'augmentation de la faim dans le monde est imputable à des facteurs tels que la croissance démographique, les divisions sociales et technologiques et les changements climatiques. Il est nécessaire de prendre des mesures à effet rapide et d'appliquer des solutions transformatrices pour éliminer la faim et promouvoir une population en bonne santé dans le monde entier.

79. Le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition ont toujours figuré en bonne place dans le programme de développement de la Thaïlande. La Princesse Maha Chakri Sirindhorn de la Thaïlande, Ambassadrice de bonne volonté de la FAO pour le Programme « Faim Zéro » et Ambassadrice spéciale du Programme alimentaire mondial pour ce qui concerne les repas scolaires, a participé à plusieurs projets visant à éliminer la faim et à améliorer la nutrition des populations de la région Asie-Pacifique, en particulier des enfants scolarisés.

80. Il est nécessaire d'adopter une approche holistique du développement agricole durable. En Thaïlande, la philosophie de l'autosuffisance économique est une approche locale de la mise en œuvre du Programme 2030 et vise à trouver un équilibre entre croissance économique, inclusion sociale, protection de l'environnement et préservation des modes de vie locaux. La Thaïlande, qui a partagé cette philosophie avec 26 pays partenaires dans le cadre de la coopération

Sud-Sud et de la coopération triangulaire, est prête à poursuivre ses efforts de coopération.

81. L'utilisation durable des ressources naturelles est indispensable à la viabilité du développement agricole et de la sécurité alimentaire. L'importance du sol, qui est pourtant une source majeure de nourriture et d'eau potable fraîche, n'a pas été dûment reconnue. La Thaïlande, en collaboration avec la FAO, les partenaires de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique et d'autres parties prenantes, organise la Journée mondiale des sols au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 5 décembre chaque année. Les participants à l'événement ont demandé l'intensification des efforts portant sur l'utilisation, la gestion, la conservation et la préservation durables des sols.

82. Les océans et les mers représentent une source essentielle d'aliments nutritifs et de protéines. Toutefois, l'utilisation non durable des ressources marines, en particulier la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, pèse sur la stabilité alimentaire actuelle et future. En Thaïlande, une vaste réforme du secteur de la pêche a été entreprise pour lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. En sa qualité de Présidente de l'ASEAN en 2019, la Thaïlande a convoqué la Réunion ministérielle spéciale de l'ASEAN sur les déchets marins en mars 2019 afin de prendre des mesures concrètes pour résoudre le problème des déchets plastiques marins.

83. **M. Xaiyavong** (République démocratique populaire lao) dit que l'élimination de la pauvreté et de la faim constitue une aspiration commune, en particulier pour les groupes de pays en situation particulière. Des données récentes indiquent que le monde n'est pas en voie d'éliminer la faim d'ici à 2030 en raison, entre autres facteurs, de la persistance des conflits et de la faiblesse des réponses politiques. Les changements climatiques et les catastrophes naturelles ont également contribué à inverser les acquis durement obtenus en matière de développement.

84. Le Gouvernement lao attache une grande importance au développement agricole et a mis en œuvre la Stratégie de développement agricole à l'horizon 2025 et la Vision à l'horizon 2030, qui visent à assurer la sécurité alimentaire, à produire des produits agricoles compétitifs et à passer à une économie agricole moderne, résiliente et productive. Le Gouvernement a également mené une politique de production agricole propre, en appliquant de bonnes pratiques agricoles ainsi que des méthodes de l'agriculture biologique. Malgré des taux de croissance économique impressionnants au cours de la dernière décennie, son pays affiche l'un des taux de malnutrition chronique les plus élevés d'Asie du Sud-Est. Le Gouvernement a donc adopté la Stratégie nationale de nutrition à l'horizon 2025 et le Plan d'action 2016-2020,

qui vise à atteindre des objectifs de développement internationaux et nationaux.

85. Environ un tiers du territoire de la République démocratique populaire lao est encore contaminé par des engins non explosés, ce qui constitue un obstacle majeur à l'expansion de la production agricole. En outre, il faut en faire davantage en matière de gestion des risques de catastrophe. En 2019, les fortes pluies inattendues dues à une tempête tropicale ont provoqué des inondations généralisées et porté un coup aux infrastructures, à l'agriculture et aux moyens de subsistance. La délégation lao remercie sincèrement les partenaires de développement, les organismes des Nations Unies et les autres parties prenantes de l'aide qu'ils ont continué d'apporter pour répondre aux besoins des populations touchées par de telles catastrophes.

86. **M. Rattray** (Jamaïque) dit qu'un cadre solide est nécessaire pour préparer le secteur agricole à faire face aux défis systémiques à tous les niveaux. Ce secteur est un moteur essentiel de la croissance économique et du développement; il demeure l'épine dorsale de l'économie rurale et contribue à la durabilité environnementale et à la sécurité alimentaire. De nombreux défis doivent cependant être relevés dans des domaines tels que l'accès à long terme et rentable au marché pour les agriculteurs, le financement de la création de microentreprises et de petites et moyennes entreprises pour les jeunes entrepreneurs et l'accessibilité financière des intrants. La dépendance excessive à l'égard des produits agricoles importés, en particulier ceux qui pourraient être cultivés localement, doit être maîtrisée pour remédier au déséquilibre du commerce agricole et réduire le coût élevé des importations alimentaires du pays.

87. Le secteur agricole jamaïcain est vulnérable aux chocs extérieurs, en particulier aux changements climatiques, et a subi des pertes directes de plus de 30 milliards de dollars jamaïcains au cours des 25 dernières années du seul fait des dégâts causés par les ouragans. Outre les effets à long terme sur le développement économique et social, les catastrophes ont également aggravé les déséquilibres des paiements extérieurs, le financement des dépenses imprévues après les catastrophes ayant entraîné l'augmentation de la dette. Il faut donc intensifier les efforts visant à mettre en place des interventions aux niveaux communautaire et national en cas de catastrophe. Le Gouvernement a adopté des politiques climatiquement rationnelles pour assurer l'avenir de l'approvisionnement alimentaire. L'adoption de pratiques agricoles durables et la plantation de cultures capables de résister à des conditions climatiques irrégulières permettraient au secteur agricole de contribuer davantage et de façon plus constante à l'économie. On a introduit des pratiques de résilience face aux changements climatiques dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'agro-industrie et des

services de vulgarisation agricole dans les communautés ciblées.

88. La couverture forestière contribue à la santé des écosystèmes, à la bonne qualité des sols, à l'augmentation des précipitations et à une meilleure qualité de l'air. Dans la mesure où les arbres fruitiers constituent une source d'aliments sains et présentent des avantages pour l'environnement, le Gouvernement prévoit de planter cinq millions d'arbres fruitiers sur une période de cinq ans. Il a à cœur de faire en sorte que les habitants du pays disposent d'un accès constant à une alimentation nourrissante et, à cette fin, continuera d'encourager la production d'aliments locaux via la campagne « Eat what you grow » (« Mangez ce que vous cultivez »), de répondre aux besoins des écoliers en matière de nutrition et de santé grâce à son programme de distribution de repas, de promouvoir les investissements dans les parcs agro-industriels et les zones agroéconomiques, de maximiser l'utilisation des technologies pour accroître le volume, la qualité et la valeur de la production agricole à petite échelle et d'utiliser davantage les terres non cultivées afin de développer l'activité économique. Par sa stratégie nationale de développement agricole, le Gouvernement s'est donné pour objectif de transformer l'agriculture en un secteur axé sur le marché, doté de moyens technologiques et de liens solides avec d'autres secteurs et capable de revitaliser les communautés rurales.

89. **M<sup>me</sup> Hussain** (Maldives) dit que les changements climatiques ont multiplié les menaces existantes pour la production alimentaire. Les marées, les inondations, les sécheresses et les conditions météorologiques imprévisibles entraînent la destruction des récoltes, des pénuries d'eau potable et des dommages aux zones de pêche. Pour les petits pays insulaires et les pays côtiers de faible altitude particulièrement vulnérables aux chocs extérieurs et disposant de ressources limitées, comme les Maldives, l'un des principaux objectifs du Programme 2030 est de renforcer la résilience, notamment par la diversification des pratiques de production alimentaire et l'introduction de méthodes d'agriculture intelligente en matière de climat et d'eau ainsi que de solutions d'agriculture de précision.

90. Le Gouvernement collabore avec des partenaires internationaux tels que la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA), ainsi qu'avec le secteur privé, pour introduire des techniques et technologies nouvelles et innovantes qui pourraient faire de l'agriculture un moyen commercialement viable de parvenir à un développement rural durable. Des efforts sont également déployés actuellement pour accroître la production, développer l'agrobusiness, renforcer les infrastructures et améliorer la collecte de données et les capacités techniques.

91. Les Maldives sont un grand État océanique comprenant seulement 1 % de terre ferme. Le secteur de la pêche joue un rôle crucial dans l'offre de produits

alimentaires et le développement économique du pays. La pollution marine, l'acidification des océans et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée menacent les ressources marines, réduisant ainsi l'accès à une alimentation saine et nutritive. La délégation maldivienne réitère son appel en faveur de l'utilisation et de la gestion durables des océans et des mers.

92. Si l'agriculture et la pêche sont des moteurs de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté, les difficultés particulières qui limitent la productivité des femmes, qui représentent plus de la moitié de la population active dans l'agriculture et un tiers dans la pêche, font que les résultats de ces secteurs ne sont pas satisfaisants. Conscient de l'importance de la question, le Gouvernement a donné la priorité à la prise en compte des questions de genre dans les politiques sectorielles. L'inclusion des femmes est en cours de renforcement grâce à des outils de communication efficaces, à la discrimination positive et à des mesures d'accessibilité.

93. La complexité et l'ampleur des défis à relever sont bien trop grandes pour qu'une seule organisation ou un seul pays puisse les surmonter. Il faut rechercher des liens entre les différentes priorités. Une coopération internationale plus étroite et une approche plus intégrée sont nécessaires pour que toutes les parties prenantes puissent jouer leur rôle en aidant des pays comme les Maldives à atteindre les objectifs de développement durable.

94. **M<sup>me</sup> Uaiene** (Mozambique) dit que les pays du monde entier, en particulier en Afrique, sont confrontés à des problèmes de production alimentaire dus à un ensemble de facteurs, dont les catastrophes naturelles liées aux changements climatiques. Le plan quinquennal du Gouvernement pour 2015-2019 vise donc à accroître la production et la productivité dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche afin de garantir la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que de promouvoir une croissance économique durable et qui profite à tout le monde. À cet égard, le Gouvernement a exécuté un programme national de mécanisation en créant des centres de services dans presque tous les districts pour apporter une assistance technique, du matériel et des intrants. Il investit également dans l'infrastructure, notamment dans des routes qui relieront les agriculteurs aux marchés, aux usines agroalimentaires et aux installations de stockage.

95. Fournir un financement aux petits exploitants agricoles, en particulier aux femmes, qui représentent 80 % de l'ensemble des agriculteurs, permet d'assurer l'intégration de la majorité de la population dans les processus de production. L'inclusion des jeunes est essentielle pour revitaliser le secteur agricole et promouvoir l'innovation en matière de techniques de production.

96. Les changements climatiques ont contribué à la rareté des pluies et à l'apparition de nouveaux organismes

nuisibles et de maladies, qui ont eu un impact négatif sur les cultures et la production animale et compromettent donc la possibilité d'éliminer la faim et la pauvreté d'ici 2030. En 2019, le centre et le nord du Mozambique ont été frappés par deux cyclones qui ont fait plus de 700 morts, détruit des cultures et tué du bétail. Entre-temps, dans le sud du pays, plus de 60 % des récoltes ont été perdues en raison d'une saison des pluies irrégulière. Ces trois catastrophes combinées ont plongé le pays dans une situation d'insécurité alimentaire catastrophique, nécessitant une coopération mondiale et régionale pour renforcer la résilience et s'adapter aux changements climatiques. À cette fin, il est nécessaire d'investir dans :

- a) la recherche de solutions aux organismes nuisibles et aux maladies affectant la production végétale et animale ;
- b) la diffusion de technologies permettant d'adopter les meilleures pratiques agronomiques et d'accroître la productivité ;
- c) l'irrigation, la rareté des précipitations nécessitant une utilisation plus efficace des ressources hydriques existantes ;
- d) l'utilisation combinée des nouvelles technologies et des équipements mécaniques modernes de façon à améliorer la production.

Les États Membres doivent renforcer les politiques respectueuses de l'environnement, préserver les écosystèmes et planter davantage d'arbres.

97. **M. Chen** Wenhao (Chine) déclare qu'au cours des dernières années l'évolution rapide des sciences et technologies agricoles mondiales a atténué le déséquilibre entre l'offre et la demande internationales en matière de produits alimentaires. Toutefois, en raison des conflits régionaux, des changements climatiques et d'autres facteurs, les perspectives relatives à la sécurité alimentaire mondiale ne sont pas optimistes. L'élimination de la faim et la réalisation de l'objectif de sécurité alimentaire dépendent de la promotion d'une croissance économique équitable, inclusive et viable et de l'instauration d'un ordre commercial juste, raisonnable et durable pour l'agriculture.

98. La communauté internationale doit renforcer son appui aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, dans les domaines de la technologie agricole et du financement du développement afin que ces pays puissent faire croître leur production agricole et leur sécurité alimentaire. Les pays doivent mettre l'accent sur la mise en place d'infrastructures agricoles, sur le progrès scientifique et technologique et sur le renforcement des capacités de production alimentaire.

99. Le Gouvernement a mis en place une série de politiques et d'initiatives visant à accélérer un développement agricole respectueux de l'environnement. Tout d'abord, afin d'améliorer l'efficacité de l'offre agricole, le Gouvernement s'est efforcé d'optimiser les modes de développement et de production agricoles, de promouvoir le développement du tourisme rural et de moderniser l'agriculture et les régions rurales. Ensuite, au vu de l'importance de la population du pays et de la rareté des terres et des ressources en eau, il a renforcé la

protection des ressources agricoles et réorienté la production agricole vers un modèle plus respectueux de l'environnement. Troisièmement, pour prévenir et maîtriser la pollution causée par la production agricole, l'environnement des zones de production a été amélioré. Enfin, le Gouvernement a intensifié les efforts déployés en matière de réforme et d'innovation et mis en place un mécanisme à long terme pour le développement de l'agriculture verte.

100. La Chine nourrit près de 20 % de la population mondiale avec seulement 9 % des terres arables de la planète, contribuant ainsi de manière significative à la sécurité alimentaire mondiale. Pour favoriser la santé de ses citoyens, le Gouvernement a lancé l'initiative « Healthy China » (« une Chine en bonne santé »), qui vise à sensibiliser le public à l'importance d'une alimentation saine, à éliminer la malnutrition, à améliorer les normes nutritionnelles et sanitaires et à mettre en place un mécanisme multisectoriel permettant d'accroître l'offre de produits et de services nutritionnels et sains. La Chine attache une grande importance à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales du monde entier et a présenté à l'Assemblée générale un projet de résolution intitulé « Éliminer la pauvreté en milieu rural en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de l'initiative « Une Ceinture et une Route », la Chine est prête à aider les pays en développement à renforcer leurs capacités de production agricole et à améliorer la sécurité alimentaire, afin que davantage de personnes puissent profiter des bienfaits liés à la nutrition et à la santé.

101. **M. Malik** (Inde) dit que le développement agricole est l'un des principaux outils permettant de mettre fin à l'extrême pauvreté, à la sous-alimentation et à la malnutrition. Au cours des sept dernières décennies, l'Inde a fait sa révolution verte et atteint l'autosuffisance en augmentant l'utilisation de la technologie dans l'agriculture par la recherche et la vulgarisation, en investissant dans les infrastructures rurales et les capacités humaines, en fournissant un appui au crédit et en renforçant les institutions concernées.

102. L'Inde a cependant des défis à relever dans différents domaines : croissance de la productivité agricole pour répondre à la demande croissante, introduction de pratiques agricoles plus durables, mise à disposition d'intrants agricoles abordables, mise en relation des agriculteurs et des marchés, augmentation des revenus desdits agriculteurs et amélioration des systèmes de distribution alimentaire. Le Gouvernement indien prend des mesures pour atteindre son objectif, qui est de doubler les revenus des agriculteurs d'ici à 2022. Un programme prévoit par exemple un complément de revenu de 6 000 roupies indiennes par an, qui sera versé aux agriculteurs répondant aux critères afin de compléter l'aide déjà fournie au niveau des provinces. Afin que les avantages de ces programmes profitent aux bénéficiaires

visés, un système d'identification individuelle unique fondé sur des données biométriques nommé Aadhaar a été mis en place ; il est relié aux services bancaires et aux technologies de téléphonie mobile. Un nouveau régime d'assurance-récolte apporte un soutien financier aux agriculteurs en cas de mauvaises récoltes dues à des catastrophes naturelles, à des organismes nuisibles ou à des maladies. Le Gouvernement encourage les agriculteurs à adopter des pratiques agricoles innovantes et modernes et veille à ce que le secteur reçoive des fonds.

103. Des technologies numériques ont été déployées pour révolutionner le secteur agricole indien. Le Farmers' portal (portail des agriculteurs), par exemple, est une plateforme en ligne comportant une assistance téléphonique gratuite et des applications mobiles utilisées pour partager des informations directement avec les agriculteurs. D'autres initiatives ont été consolidées pour rendre les fruits de la recherche accessibles aux agriculteurs. Plus de 150 start-up agricoles bénéficient d'un soutien afin d'accroître les possibilités d'emploi dans l'agriculture. Compte étant tenu de l'importance des marchés alimentaires locaux et nationaux pour les petits exploitants, un portail de commerce électronique pour l'ensemble du pays, nommé National Agriculture Market (Marché national agricole), a été lancé, créant un marché national unifié pour les produits agricoles.

104. Le Gouvernement prend des mesures pour rendre l'agriculture plus durable, plus rémunératrice et plus résiliente aux changements climatiques en encourageant des pratiques telles que l'agriculture biologique. Le Sikkim est devenu le premier État indien à obtenir le statut d'État dont l'agriculture est entièrement biologique, et l'Inde réunit à elle seule 30 % des agriculteurs utilisant ce mode de production dans le monde. Des fiches descriptives de la santé des sols ont été distribuées à tous les agriculteurs afin qu'ils puissent mieux choisir leurs cultures en fonction de la qualité des sols. Le Gouvernement s'efforce d'amener de l'eau dans chaque champ en investissant dans le développement de l'irrigation.

105. Le Gouvernement a lancé le plus grand programme de nutrition au monde, la National Nutrition Mission (Mission nationale de nutrition), qui vise à traiter des problèmes tels que la malnutrition, la dénutrition, l'anémie, l'insuffisance pondérale à la naissance et le retard de croissance chez les enfants. Il faut intensifier la lutte contre la faim et la malnutrition. Très attachée à la coopération Sud-Sud, l'Inde reste déterminée à fournir une assistance technique aux autres pays en développement pour éliminer la faim, parvenir à la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable.

106. **M. Issetov** (Kazakhstan) déclare que pour atteindre l'objectif de développement durable n° 2, il est nécessaire de mieux coordonner les efforts aux niveaux national, régional et mondial. En ce qui concerne la progression de

la faim, la hausse des inégalités de revenus dans de nombreux pays fait qu'il est encore plus difficile pour les personnes pauvres, vulnérables ou marginalisées de faire face aux ralentissements économiques. L'insécurité alimentaire entraîne une instabilité générale, un risque de conflit et des crises migratoires. Le Kazakhstan est déterminé à adopter une approche multilatérale pour faire face aux menaces internationales telles que la faim. À cet égard, il a joué un rôle important dans la création de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire, dont l'objectif est d'aider à résoudre des problèmes tels que la désertification, la déforestation, l'érosion et la salinité. Les 57 États membres de l'Organisation de la coopération islamique ont été instamment invités à se joindre à cette importante initiative.

107. Le monde a les ressources nécessaires pour produire suffisamment de nourriture pour l'ensemble de sa population. Dans certains pays, la faim est un problème très grave tandis que dans d'autres, les problèmes alimentaires modernes sont liés à des méthodes de récolte non durables, au gaspillage alimentaire et à une distribution inadéquate. Au Kazakhstan, plus de 80 % des principaux produits alimentaires sont produits localement. En 2018, le pays s'est classé 57<sup>e</sup> sur 113 pays dans l'indice mondial de la sécurité alimentaire. Afin de rendre le secteur agro-industriel plus compétitif, le Gouvernement prend des mesures pour le numériser et créer ainsi au moins 20 exploitations agricoles numériques et 2 000 exploitations de pointe utilisant des technologies agricoles de précision d'ici à 2021. Ces efforts ont permis de multiplier par plus de quatre la productivité du travail agricole entre 2010 et 2018.

108. Les actions collectives et inclusives qui sont nécessaires pour stimuler la production agricole mondiale et éliminer la faim ne seront possibles que grâce à une coopération étroite avec le système des Nations Unies, notamment la FAO, le FIDA et le Programme alimentaire mondial, et la communauté scientifique, le secteur privé et la société civile. Parmi les voies à suivre pour aller de l'avant, on peut citer l'augmentation de la productivité du travail agricole grâce à la diversification de la production agricole, ainsi que le développement des sciences agricoles, le transfert de technologie et la numérisation du secteur agro-industriel.

109. **M<sup>me</sup> Lora-Santos** (Philippines) dit que les défis que le secteur agricole doit relever, comme la pauvreté, la faim, les changements climatiques et la dégradation des sols, ne laissent aucune place à l'insouciance. Il est nécessaire de trouver de nouvelles méthodes pour combler le fossé entre le secteur agricole et la croissance démographique. Aux Philippines, le Ministère de l'agriculture a lancé une stratégie de développement inclusif fondée sur la science, intitulée « New thinking for agriculture » (« Une nouvelle façon de penser l'agriculture »), qui s'appuie sur huit principes.

110. Pour commencer, l'agriculture doit être modernisée et diversifiée, ce qui suppose des efforts pour attirer les

jeunes vers l'agriculture afin de tirer parti de leurs connaissances en matière de technologies et de faire face au problème posé par le vieillissement de la population agricole. Deuxièmement, l'agriculture doit être traitée comme une industrie et les chaînes de valeur de tous les produits agricoles doivent être industrialisées. Troisièmement, la promotion des exportations doit être réalisée dans le cadre d'une stratégie systématique et à long terme. Ensuite, les exploitations agricoles doivent être consolidées pour réaliser des économies d'échelle, en particulier dans les cultures pour lesquelles la mécanisation et l'utilisation de la technologie sont nécessaires. Des programmes visant à rendre l'agriculture plus efficace permettront aux agriculteurs et à leurs partenaires de créer des entreprises agroalimentaires. Cinquièmement, il est nécessaire de développer les infrastructures, par exemple pour améliorer les liens entre les agriculteurs et leurs marchés et pour développer les systèmes d'irrigation nationaux. Sixièmement, il faut investir davantage dans l'agriculture philippine pour faire des contributions potentielles de l'agriculture et de l'agro-industrie à l'économie une réalité. Septièmement, il est nécessaire d'apporter un appui législatif guidé par l'innovation et axé sur le marché, tel que le programme de développement des entreprises des agriculteurs et des pêcheurs. Huitièmement, il faut élaborer un plan d'action intégrant les objectifs d'augmentation de la productivité, de rentabilité, de compétitivité, de durabilité et de résilience, en utilisant une approche tenant compte de la chaîne de valeur et en incluant les petits exploitants agricoles et les pêcheurs pour assurer un développement sans exclusion. La participation accrue du secteur privé est encouragée pour accroître l'accès aux marchés d'exportation et le financement de la recherche-développement.

111. Grâce à sa stratégie innovante et inclusive, le Gouvernement philippin est convaincu que le double objectif de sécurité alimentaire et de croissance des revenus des agriculteurs et des pêcheurs peut être atteint.

112. **M. Bilan** (Ukraine) dit que la situation en matière de sécurité alimentaire mondiale continue de représenter une grave menace pour l'humanité. Les pays pauvres ont besoin du développement, ainsi que d'outils économiques et politiques, pour stimuler leur production et leur productivité agricoles. Les investissements dans l'agriculture doivent être intensifiés de manière drastique car un secteur agricole sain est une condition essentielle de la croissance économique. L'Ukraine a fait l'expérience directe de l'insécurité alimentaire. Le mois de novembre sera marqué par le quatre-vingt-sixième anniversaire de l'un des crimes les plus meurtriers du XX<sup>e</sup> siècle, la Grande Famine de 1932-1933 en Ukraine (Holodomor) : cette famine généralisée organisée par le régime soviétique a entraîné la mort de plusieurs millions d'Ukrainiens. Cette tragédie s'est produite sur le territoire de l'Ukraine, dont près de la moitié est constituée des sols les plus fertiles du monde. La faim ayant des causes complexes et multidimensionnelles, il

est nécessaire que toutes les parties concernées participent à la recherche de solutions visant à l'éliminer.

113. L'Ukraine reste l'un des acteurs les plus importants sur le marché international des denrées alimentaires et elle remplira toutes ses obligations en matière d'exportations agricoles en 2019. Malgré l'impossibilité de procéder aux récoltes dans les territoires temporairement occupés, la récolte de céréales pour 2019 devrait s'élever à quelque 70 millions de tonnes, dont environ 50 millions pourront être exportées. L'Ukraine ayant signé un accord d'association avec l'Union européenne, son gouvernement s'emploie activement à harmoniser sa législation avec les exigences de l'Union européenne, notamment pour ce qui concerne les règlements techniques et les normes relatives à la qualité et à la sûreté des aliments. La politique agraire de l'État vise aussi à mener la réforme qualitative des principales branches de l'agriculture afin d'attirer les investissements.

114. La délégation de l'orateur salue les initiatives des Nations Unies ciblant la faim dans le monde, qui contribueront à la réalisation d'autres objectifs de développement. La coordination entre tous les organismes des Nations Unies et les institutions financières internationales doit être intensifiée. Les organismes des Nations Unies doivent poursuivre leur collaboration en tant que système, en mettant à profit leurs avantages comparatifs. Des marchés alimentaires mondiaux stables et prévisibles constituent la clé de voûte de la sécurité alimentaire mondiale.

115. **M<sup>me</sup> Paba Sale** (Cameroun) dit que le secteur agricole doit faire l'objet d'une attention particulière dans la réalisation des objectifs de développement durable, comme le souligne le Programme d'action d'Addis-Abeba. Sa délégation fait part de sa gratitude envers la FAO et le FIDA, qui travaillent sans relâche à la modernisation de l'agriculture dans les pays en développement. L'utilisation de technologies agricoles durables dans le cadre du processus de modernisation contribuera à améliorer les conditions de vie et à atténuer les effets négatifs des changements climatiques, de la désertification, de la sécheresse et de la dégradation des sols. Les États Membres, les organismes des Nations Unies et d'autres acteurs sont instamment priés d'encourager la mise au point de telles technologies et leur transfert vers les pays en développement. En Afrique, où près des deux tiers de la population dépendent du secteur agricole pour leur subsistance, de tels progrès auraient un impact positif majeur sur le développement du continent.

116. Dans ce contexte, le Gouvernement a amorcé un virage vers l'agriculture de « deuxième génération » et peut, à cet effet, compter sur l'appui de ses partenaires. Le Ministère de l'agriculture et du développement rural, en coordination avec les institutions de recherche agronomique, mène des actions pour remettre en état les fermes semencières, mettre au point des semences à haut



rendement et très nutritives, améliorer la formation des agriculteurs et renforcer les mécanismes de financement.

117. Le Gouvernement a également établi un plan d'investissement agricole pour la période 2014-2020, qui s'articule autour de quatre grands axes : la mise en place de chaînes de production, la modernisation des infrastructures de production et la création de mécanismes de financement, la gestion et le développement durable des ressources naturelles, et le renforcement des capacités. Des programmes de formation destinés aux groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes ont été créés et un certain nombre d'instituts de formation agricole ouverts dans tout le pays. Une banque destinée à soutenir l'industrie agroalimentaire nationale est en cours de création. La demande de produits alimentaires devant doubler d'ici à 2050, la délégation de l'oratrice appelle à une plus grande mobilisation de l'appui aux économies du Sud en vue d'éliminer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition.

118. **M<sup>me</sup> Muigai** (Kenya) dit que la sécurité alimentaire et la nutrition sont essentielles pour parvenir au développement humain et économique. Au Kenya, le secteur agricole contribue largement au PIB et joue un rôle essentiel dans les exportations, l'emploi et le développement, comme le soulignent « Kenya Vision 2030 », le plan de développement à long terme, et le programme des « Big Four » (« Quatre grands objectifs »). Les projets mis en œuvre dans le cadre de ce dernier prévoient par exemple la mise en culture de 700 000 nouvelles acres de maïs, de pommes de terre et de riz dans le cadre d'un programme de partenariat public-privé pour la production à grande échelle. Le Gouvernement a commencé à appliquer la stratégie décennale de transformation et de croissance du secteur agricole, qui vise à : a) accroître les revenus des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs travaillant à petite échelle ; b) augmenter la production agricole et l'ajout de valeur ; c) renforcer la résilience alimentaire des ménages. Pour obtenir ces résultats, neuf domaines d'action prioritaires ont été recensés à l'issue de consultations à l'échelle du pays et des comtés et en tenant compte des meilleures pratiques mondiales et des avis des experts techniques.

119. Les changements climatiques continuent de ravager le secteur agricole dans la région de la Corne de l'Afrique, entraînant des sécheresses et des famines incessantes. Afin de renforcer la résilience des populations et d'atténuer les effets néfastes des changements climatiques, le Kenya met l'accent sur une production intelligente face au climat, sur la répartition des risques et sur une transition de l'agriculture pluviale vers l'utilisation de systèmes d'irrigation.

120. Le Kenya a le capital humain nécessaire ainsi qu'un marché pour l'utilisation de technologies numériques, de données et d'analyses appliquées au monde agricole. Près de 25 % de toutes les nouvelles start-up de technologie

agricole en Afrique sont originaires du Kenya. Il est important d'exploiter l'innovation dans l'agro-industrie et l'entrepreneuriat agricole pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition. La science, la technologie et l'innovation jouent un rôle essentiel dans la prise de décisions et les politiques relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire.

121. Il est essentiel d'établir des partenariats pour obtenir les moyens de réaliser l'objectif de développement durable n° 2. Des partenariats stratégiques doivent être utilisés pour renforcer les capacités et les moyens de tirer parti de la technologie et de l'innovation afin de mieux s'adapter aux changements climatiques. Ces capacités doivent inclure de nouvelles sources de données, comme l'intelligence artificielle, pour vérifier si la nutrition des plantes est suffisante. Il faut également favoriser une collaboration continue avec le milieu universitaire et les secteurs public et privé afin de créer ensemble des solutions aux défis quotidiens. La délégation kenyane invite toutes les parties prenantes à continuer de travailler ensemble pour freiner l'augmentation de la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition.

122. **M. Moussa** (Niger) dit que les progrès accomplis sur la voie de l'élimination de la faim ont été bloqués en partie par les répercussions des changements climatiques, des conflits et de la croissance démographique. Au Niger, où 80 % de la population dépend de l'agriculture et de l'élevage pour sa subsistance, des pluies moins fiables, une sécheresse persistante, des sols de mauvaise qualité et la dégradation de l'environnement ont fait chuter la production agricole, aggravant l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

123. Depuis 2011, le Gouvernement met en œuvre l'initiative 3N pour stimuler et diversifier la production agropastorale et augmenter les revenus des ménages ruraux en développant les chaînes de valeur agricoles. Grâce à cette initiative, la production agricole annuelle a doublé. Les efforts ont porté sur la mobilisation de l'eau pour l'irrigation, notamment par la construction de barrages et de déversoirs, et sur la fourniture aux agriculteurs d'intrants agricoles, tels que des semences et des engrais, pour accroître la production. Un certain nombre d'organismes publics ont également entrepris des réformes structurelles pour promouvoir le développement agricole, notamment les organismes chargés de la diffusion des intrants agricoles, de la gestion des ressources en eau et de la recherche agronomique. Ces actions ont permis au Niger de rompre le cycle de la sécheresse et de la famine. Pour ce qui est de l'avenir, les objectifs consistent notamment à obtenir la moitié de la production agricole du pays grâce à l'agriculture irriguée, réduisant ainsi sa dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, et à élargir l'accès aux semences améliorées et aux nouvelles technologies.

124. **M. Elmaghur** (Libye) dit que la population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards d'habitants d'ici 2050, ce qui fera augmenter la demande de denrées

alimentaires. Pour répondre à cette demande, il faudra investir davantage dans le secteur agricole, intensifier les efforts déployés contre la désertification et réglementer la pêche excessive.

125. Les changements climatiques comptent parmi les principaux facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire. La sécheresse a eu de graves conséquences, comme le rétrécissement spectaculaire du lac Tchad. La poursuite de ces phénomènes entraînerait des déplacements et des migrations massives qui déstabiliseraient la région. Les défis que le monde doit relever sont interdépendants : la faim ne peut être éliminée sans parvenir à la sécurité alimentaire, la productivité agricole ne peut être accrue sans préserver l'environnement, et la stabilité et la bonne gouvernance ne peuvent être obtenues sans mettre fin aux conflits armés. La Libye est prisonnière du conflit. Les attaques armées contre le Gouvernement d'entente nationale ont entraîné la destruction de terres agricoles et de maisons, privant ainsi de nombreuses personnes de nourriture et entraînant une hausse des prix, ce qui a alourdi le fardeau des ménages à faible revenu. Les attaques ciblant des centrales électriques et des lignes d'approvisionnement en eau ont également eu des répercussions sur la production agricole.

126. Outre le pétrole et le gaz, la Libye dispose de nombreuses ressources qui peuvent être utilisées pour contribuer à la mise en œuvre du Programme 2030 lorsqu'elles sont pleinement exploitées. Cela est cependant impossible car la communauté internationale a laissé la Libye seule face aux conflits par adversaires interposés et aux manipulations des pays de la région et d'ailleurs. Les États Membres doivent souligner leur attachement à la Charte des Nations Unies et au droit international et soutenir la Libye pour l'aider à surmonter la crise actuelle. Le peuple libyen a le droit de vivre dans un pays démocratique caractérisé par la justice, l'égalité et le transfert pacifique de l'autorité.

127. **M. Folivi** (Togo) dit que plus de 2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à une alimentation saine, nutritive et suffisante et qu'il est donc temps de prendre des mesures concrètes et urgentes pour lutter contre la faim et assurer la sécurité alimentaire. Son gouvernement est favorable à l'approche des systèmes alimentaires pour lutter contre la faim et la malnutrition ; cette approche englobe toute la gamme des acteurs publics et privés et leurs activités interdépendantes dans la production, la collecte, la transformation, la distribution, la réglementation et la consommation des produits alimentaires.

128. L'élimination de la faim et la promotion de la sécurité alimentaire ont été intégrées au plan national de développement lancé le 4 mars 2019. Par ce plan, le Gouvernement cherche à transformer le secteur agricole, en mettant l'accent sur la productivité, afin d'atteindre la sécurité alimentaire et de réduire le déficit commercial des produits agricoles. L'accent sera également mis sur

le renforcement des pôles de croissance agricole, qui contribuent à soutenir la création de chaînes de valeur.

129. Le Gouvernement a investi dans d'autres initiatives visant à promouvoir la sécurité alimentaire. L'une de ces initiatives vise à aider les femmes et les jeunes à transformer des produits locaux, tandis qu'une autre encourage les jeunes des villages à mettre leurs talents en matière d'innovation au service de l'agriculture. Ces initiatives, qui ont des répercussions directes sur la population, nécessitent un financement ciblé de la part de sources publiques et privées. Le Togo reste ouvert à la conclusion de partenariats qui l'aideront à progresser vers ses objectifs d'autosuffisance et de lutte contre la malnutrition.

*La séance est levée à 13 heures.*